## COMPTE-RENDU DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU GROUPE BNP PARIBAS

MERCREDI 14 MAI 2014 - PALAIS DES CONGRÈS - PARIS



Baudovin Prot. Président.

Après avoir procédé aux formalités d'ouverture et invité la représentante de la SFPI et le représentant du FCPE Actionnariat Monde à former avec lui le Bureau de l'Assemblée Générale, Baudouin Prot indique que la prochaine assemblée statuant sur les comptes de l'exercice 2014 est prévue le mercredi 13 mai 2015, sauf événement aujourd'hui imprévisible.

Il rappelle que, depuis 2005, sur la suggestion du Comité de liaison des actionnaires de la Banque, 12 € pour tout investisseur présent à l'Assemblée

Générale sont affectés au programme "Coup de pouce aux projets du personnel", spécifiquement développé par la Fondation BNP Paribas pour encourager les initiatives de solidarité d'intérêt général, dans lesquelles des collaborateurs de la Banque s'impliquent, bénévolement, à titre personnel. En dix ans, ce sont ainsi près de 175000 € complémentaires qui auront soutenu les initiatives des salariés bénévoles dans les domaines de la solidarité de proximité, de la santé, du handicap et de l'humanitaire, tant en France qu'à l'étranger.



Jean-Laurent Bonnafé, Administrateur, Directeur Général

Jean-Laurent Bonnafé présente les messages clés de l'année 2013.

### RÉSILIENCE DES REVENUS DANS UNE CONJONCTURE EUROPÉENNE DIFFICILE

Jean-Laurent Bonnafé souligne la résilience des revenus en 2013 par rapport à 2012. Leur recul au niveau des pôles opérationnels est limité à 1,6 %\*, dans une conjoncture européenne restée difficile. Les frais de gestion des pôles sont bien maîtrisés, en recul de 0,5 %\*, tandis que le coût du risque à 63 points de base reste à un niveau modéré comparé à l'ensemble de l'industrie bancaire. Le résultat net part du Groupe, en baisse de 26,4 % à 4,8 Md€, est notamment affecté par la provision de 1,1 Md\$ relative à la revue rétrospective des paiements en dollars US concernant

des pays soumis aux sanctions économiques des États-Unis. Le résultat hors éléments exceptionnels s'élève à 6 Md€, en baisse de 5,3 % par rapport à l'année dernière. La Banque présente un bilan très solide avec une solvabilité élevée (ratio CET 1 Bâle 3 de 10,3 %), une réserve de liquidité de 247 Md€ immédiatement disponible et une croissance soutenue des dépôts de Retail Banking (+4,3 %). En 2013, la Banque s'est préparée opérationnellement à déployer le plan stratégique 2014-2016.

\* À périmètre et change constants.

L'enregistrement de la présentation des activités de la Banque lors de l'Assemblée Générale est disponible sur le site: http://invest.bnpparibas.com/cid3301705/ag-mai-2014.html



# 1<sup>ER</sup> TRIMESTRE 2014: RÉSULTAT SOLIDE ET MISE EN ŒUVRE DU PLAN DE DÉVELOPPEMENT



**Philippe Bordenave,** Directeur Général délégué

Philippe Bordenave présente les résultats du Groupe.

Après avoir présenté plus en détail certains éléments des comptes 2013, Philippe Bordenave indique que l'actif net par action s'établit à 63,60 € à fin 2013 et que sa croissance est en moyenne de 6,1 % depuis 2008. Hors survaleur, l'actif net tangible à fin 2013 atteint 53,40 €. Philippe Bordenave rappelle qu'un dividende de 1,50 € est proposé au vote des actionnaires, soit un taux de distribution de 40,8 %. Le premier trimestre 2014 se caractérise par la quasi-stabilité des revenus des pôles opérationnels (-0,2 %\*/1T13), qui voient

une légère progression des revenus de Retail Banking, la hausse de ceux d'Investment Solutions et la résistance des revenus de CIB avec une très bonne performance du métier Actions & Conseil. Les frais de gestion restent maîtrisés. La hausse de 1,8 %\*/1T13 pour les pôles opérationnels est essentiellement due à la mise en œuvre du Plan de développement 2014-2016. Le coût du risque est en hausse principalement du fait de l'Italie et d'une

provision exceptionnelle sur l'Europe de l'Est. Le résultat net part du Groupe à 1,7 Md€ est en hausse de 5,2 %/1T13. Le bilan est très solide: le ratio common equity Tier 1 a progressé à 10,6 %, la réserve de liquidité s'établit à 264 Md€ et les dépôts de la Banque de Détail se sont accrus de 5,4 %\*/1T13. Le Plan de développement 2014-2016 est mis en œuvre.

\* À périmètre et change constants.

## Évolution de l'actif net comptable par action depuis 2008\*



<sup>\*</sup> Non réévalué. \*\* Données retraitées du fait de l'application de l'amendement à la norme IAS 19.

## ENGAGEMENT SOUTENU DE LA BANQUE, AU CŒUR DE L'ÉCONOMIE RÉELLE



**François Villeroy de Galhau,** Directeur Général délégué

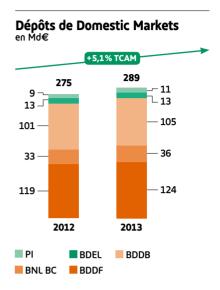
François Villeroy de Galhau commente l'activité Domestic Markets.

François Villeroy de Galhau rappelle que les marchés domestiques couvrent les réseaux France, Italie, Belgique et Luxembourg, ainsi que trois métiers spécialisés: le leasing, Arval (location de véhicule longue durée avec services) et Cortal Consors (courtage en ligne pour les particuliers). Il souligne les satisfactions commerciales: la forte croissance des dépôts (+5,1 %/2012) dans tous les réseaux, les bons résultats de l'activité européenne au service des entreprises via le dispositif One Bank for Corporates, la réussite du lancement de la banque digitale européenne Hello bank! avec 177 000 clients et 1,8 Md€ de dépôts à fin 2013. Le léger recul des crédits (-1,6 %/2012) s'explique

par la faiblesse générale de la demande en Europe. Le PNB, à 15,8 Md€, a légèrement augmenté dans un environnement économique morose et de taux bas. Le coefficient d'exploitation (mesure de la performance opérationnelle) s'améliore en France, en Italie et en Belgique. Il s'établit à 63,3 % pour l'ensemble de Domestic Markets (-0,8 point/2012). Compte tenu notamment du coût du risque en Italie, le résultat avant impôt s'établit à 3,7 Md€ (-4,7 %). François Villeroy de Galhau détaille ensuite la croissance en France des dépôts (+4,6 %), le développement significatif du nombre de clients utilisateurs du mobile (+30 %/31.12.2012) et insiste sur

• • le succès de l'opération "5 milliards et 40 000 projets", qui témoigne de l'engagement de la Banque aux côtés des PME. En Belgique, l'environnement économique plus porteur a permis aux dépôts et aux crédits d'augmenter respectivement de 3,9 % et de 1,7 %. Le plan d'adaptation du réseau Bank for the Future, lancé en 2013. a connu un bon démarrage, et la promotion toute récente du portefeuille électronique Sixdots est un succès. En 2013, le Groupe est devenu actionnaire à 100 % de BNP Paribas Fortis en rachetant le solde (25 %) des titres appartenant à l'État belge. En Italie, les dépôts ont augmenté de 7,4 % et le résultat avant impôt demeure largement positif. Tout en faisant preuve d'une

sélectivité accrue, la Banque est présente aux côtés des entreprises. Elle utilise en particulier les synergies fortes entre BNL et CIB pour confirmer son positionnement auprès des grandes entreprises italiennes et des sociétés exportatrices. Le coût du risque (150 points de base sur encours) a augmenté. Il est néanmoins inférieur à la moyenne de celui des banques comparables (255 pb) sur la même période. François Villeroy de Galhau indique que l'objectif est de revenir, en 2016, à une charge du risque inférieure à 100 pb. Il rappelle que le Groupe croit au potentiel de rebond de l'économie italienne et que l'Italie est considérée comme un marché cœur pour Domestic Markets.



### DES ENVIRONNEMENTS DIFFÉRENTS SELON LES MÉTIERS



**Georges Chodron de Courcel,** Directeur Général délégué

Georges Chodron de Courcel commente l'activité et les résultats d'Europe Méditerranée, de BancWest, de Personal Finance et des pôles Investment Solutions et CIB.

■ Europe Méditerranée montre une forte dynamique commerciale sur l'ensemble de l'année 2013: les dépôts augmentent de 12,1 %\*/2012 et les crédits de 7,4 %\*. L'annonce de l'acquisition de BGZ (sous réserve de l'approbation des autorités de contrôle) permettra de créer, avec les activités existantes de BNP Paribas Polska, la 7e banque polonaise. La région Europe Méditerranée a dégagé un résultat avant impôt de 465 M€, soit une hausse de 48,9 %\* hors la plus-value de 107 M€ réalisée lors de la vente de BNP Paribas

Égypte. De même aux États-Unis, **BancWest** a montré une bonne dynamique de l'activité tant en termes de dépôts que de crédits. En raison des niveaux de taux peu favorables et du coût du renforcement des dispositifs commerciaux, le résultat avant impôt a légèrement baissé (-2,1 %\*/2012) à 770 M€.

L'activité de crédit à la consommation

de Personal Finance progresse dans le monde. Des partenariats sont noués avec des banques locales dans les pays émergents (Sberbank en Russie, Banque de Nankin en Chine) ou avec des constructeurs automobiles (Geely en Chine). Malgré un PNB en légère baisse (-1,7 %\*/2012) du fait de la diminution progressive des encours immobiliers de Personal Finance hors des marchés domestiques (-6,3 %\*) et grâce aux effets du plan de restructuration, le résultat avant impôt a progressé de 4,5 %\* à près de 1,2 Md€. Personal Finance est l'un des pôles de croissance pour le Groupe.

■ Chez Investment Solutions, la performance des marchés a favorablement impacté les actifs gérés et permis de compenser la décollecte constatée sur les produits monétaires. Le métier Titres et surtout le métier

#### PNB par métier d'Investment Solutions en M€



Assurance
 Gestion Institutionnelle et Privée
 Securities Services

Assurance ont bien performé, de sorte que le PNB a globalement progressé de près de 4 %\*/2012 à 6,3 Md€, tandis que le résultat avant impôt s'établit à 2,1 Md€ (+4,5 %\*).

■ Les métiers de CIB ont évolué en 2013 dans un environnement plus difficile qu'en 2012 avec des clients globalement attentistes. BNP Paribas reste n°1 pour les émissions obligataires en euros. La reprise des marchés actions a permis une croissance des volumes de transactions en Europe et en Asie. La baisse de revenu du Corporate

••• Banking est conforme au plan de réduction du bilan. La Banque a mis en place une politique soutenue de croissance des dépôts. Elle est n° 1 des financements syndiqués en Europe et a renforcé sa position mondiale (4°) en Cash Management.

La baisse (-8,3 %\*) des revenus, à 8,7 Md€, est concentrée sur les trois premiers trimestres. Après la prise en compte des investissements de développement (en Asie et dans le Cash Management), des coûts d'adaptation aux nouvelles réglementations ainsi que de la hausse des taxes systémiques, le résultat avant impôt de CIB s'établit à 2,2 Md€, en recul de 23,7 %\* par rapport à 2012.

\* À périmètre et change constants.

# CONFIRMATION DU BUSINESS MODEL ET DE SES TROIS PILIERS: RETAIL BANKING, CIB, INVESTMENT SOLUTIONS



**Jean-Laurent Bonnafé,** Administrateur, Directeur Général

#### Jean-Laurent Bonnafé détaille le Plan de développement 2014-2016.

Le Plan de développement confirme le business model de banque universelle organisée autour de ses trois grandes familles de clients: les particuliers, les entreprises et les institutionnels dans une logique de ventes croisées, de partage des organisations et des fonds de commerce. Ce modèle a démontré sa résilience pendant la crise. Le plan est fondé sur cinq grands axes stratégiques.

1 Le renforcement accru de la proximité avec les clients afin d'anticiper leurs besoins et d'adapter nos produits. La technologie, comme l'attitude des clients vis-à-vis des banques, évolue. La banque des particuliers sera donc demain très différente de celle que nous connaissons. Hello Bank!, banque purement digitale, et les moyens de paiement "sans contact" répondent à cette logique. De même, l'organisation One Bank for Corporates permet à la banque des entreprises de développer une large vision commerciale du client à travers les pôles et les géographies. Pour les institutionnels, la Banque dispose d'une gamme complète de services (actions, dettes, taux, Asset Management et Titres).

2 simple. 3 Efficient. C'est-à-dire la clarification des rôles et des responsabilités de chacun en poursuivant sans relâche l'amélioration de l'efficacité opérationnelle. Sur l'ensemble 2013-2016, nous aurons investi 2 Md€, qui doivent donner un supplément de performance opérationnelle récurrente de 2,8 Md€ en année pleine à l'horizon 2016.

4 L'adaptation de certains métiers à leur environnement économique et réglementaire. Il s'agit en particulier de BNL, qui, malgré la forte amélioration de son efficacité opérationnelle, doit retrouver un niveau de retour sur fonds propres de l'ordre de 15 % à l'horizon 2016, contre 4 % en 2013. Après la crise de 2008 et l'évolution de la réglementation, il faut également revoir le modèle des métiers de marchés de capitaux



••• en tirant parti de nos positions de leader dans un contexte de désintermédiation du crédit. L'objectif est de retrouver un niveau de retour sur fonds propres d'au moins 20 % à l'horizon 2016. Le troisième métier concerné est celui de l'Asset Management, dont la contribution est essentielle pour le Groupe, car il accompagne les choix d'investissement de nos trois grandes familles de clients. Notre but est de relancer la collecte pour obtenir 40 Md€ supplémentaires d'ici 2016.

El La réussite de nos initiatives de développement, à la fois en matière de géographie et de métier. Le Groupe est présent en Asie depuis plus de cent ans et dans 14 pays à ce jour. Nous voulons y porter nos revenus de 2 Md€ en 2012 à 3 Md€ à l'horizon 2016. En Amérique du Nord, la Banque souhaite accroître la présence de CIB auprès des investisseurs américains, capables

d'investir dans les produits de marché en Europe au rythme de la désintermédiation du crédit imposée par les nouvelles réglementations. Parallèlement, CIB développera des synergies avec nos banques de réseaux de détail (BancWest et First Hawaïan Bank). En Allemagne, nous sommes présents dans de nombreux métiers (notamment Cortal Consors, CIB, immobilier, Securities Services), et nous voulons accroître nos revenus de 8 % par an de 1,2 Md€ à 1,5 Md€ en 2016 en renforçant notre présence auprès des entreprises, notamment des mid caps exportatrices qui participeront à la consolidation européenne de leur secteur d'activités. En Turquie, toutes les activités du Groupe sont présentes aux côtés de TEB, banque domestique qui dispose d'une part de marché locale de 4 %. L'ambition est de faire progresser les revenus de 1,1 Md€ en 2013 à près de 1,6 Md€ en 2016 (+15 % en rythme moyen annuel). L'enjeu est

également de poursuivre le développement de nos métiers spécialisés leaders dans leurs secteurs. Le métier Assurance, présent dans 37 pays, s'est fixé un objectif de croissance annuel des revenus de 4 % sur la période. Le Groupe a pour objectif une croissance de plus de 7 % des revenus de Securities Services, présent dans 34 pays, et de plus de 2,5 % de ceux de Personal Finance, n° 1 du crédit à la consommation en Europe. Globalement, BNP Paribas a pour objectif une croissance organique du PNB d'au moins 10 % en trois ans, l'amélioration de trois points du coefficient d'exploitation et un retour sur fonds propres annuel d'au moins 10 %. En termes de solvabilité, notre ambition est de maintenir un ratio CET1 fully loaded au sens de Bâle 3 de 10 % minimum avec un taux de distribution du résultat de l'ordre de 45 % sur l'ensemble de la période 2014-2016.

# DE NOUVELLES RÉSOLUTIONS INSCRITES DANS LA POLITIQUE DE TRANSPARENCE SUR LES RÉMUNÉRATIONS



**Baudouin Prot,** Président

Baudouin Prot présente les éléments des politiques de rémunération et de RSE du Groupe.

Baudouin Prot rappelle que l'actionnariat de la Banque est constitué pour les trois quarts d'investisseurs institutionnels et pour un peu moins de 5 % du capital de 527000 actionnaires individuels. Il souligne que, depuis de nombreuses années, le Président de la Banque informe

l'Assemblée Générale de la politique de rémunération des mandataires sociaux dirigeants. La consultation des actionnaires sur ce sujet, communément appelé "Say on Pay", s'inscrit pleinement dans cette politique de transparence. Le Président explique qu'en complément de ce qui est demandé à toutes les entreprises cotées, le législateur a spécifiquement prévu la consultation des actionnaires des banques sur les rémunérations de toute nature versées aux dirigeants responsables et à certaines catégories de personnel. Par ailleurs, Baudouin Prot attire l'attention des actionnaires sur l'importance de la résolution autorisant la Banque à porter la composante variable de la rémunération individuelle des dirigeants responsables et des catégories de personnel incluant les preneurs de risque ainsi que les personnes exerçant une fonction

de contrôle jusqu'à un maximum de 200 % de la composante fixe de leurs rémunérations individuelles. Cette faculté est ouverte dans la loi transposant la directive européenne CRD4 relative à l'activité et à la surveillance prudentielle des établissements de crédit. Le Président souligne que la Directive s'applique aux collaborateurs de la Banque, quel que soit le lieu de leur activité et pas seulement en Europe. L'approbation de cette résolution dite "deux pour un" permet au Groupe de rester attractif en termes de recrutement et de management des équipes. Le Président détaille ensuite les éléments constitutifs de la rémunération des mandataires sociaux dirigeants et il commente aussi leur évolution entre 2003 et 2013. Sur dix ans, la variation de la rémunération totale des mandataires sociaux dirigeants est identique à celle du résultat net part du Groupe.

••• Elle témoigne donc d'une politique rigoureuse des rémunérations en ligne avec l'intérêt des actionnaires.

Cette modération est manifeste si l'on considère que le résultat net part du Groupe est le deuxième en valeur absolue du CAC 40, tandis que la rémunération du Directeur Général occupe la neuvième place. Le Président explicite les règles communes de la détermination des revenus variables qui incluent pour les directeurs généraux délégués responsables de pôles une mesure de performance relative aux entités qu'ils dirigent.

Il explique également les règles qui président au paiement effectif des montants attribués au titre du Plan de Rémunération à Long Terme des mandataires sociaux exécutifs, entièrement fondés sur la valorisation de l'action sur cinq années. Baudouin Prot indique enfin que la structure de sa propre rémunération a été profondément remaniée. D'une part, il a accepté de renoncer avec effet immédiat au titre de 2013 à toute partie variable de sa rémunération, afin que la Banque se conforme à la préconisation de l'AMF et aux recommandations de marché qui n'approuvent pas l'inclusion

d'une part variable dans la rémunération d'un Président non exécutif. D'autre part, le Conseil a souhaité mieux lier la rémunération conditionnelle et à moyen terme (trois ans) du Président à la bonne gouvernance du Groupe et à sa contribution au progrès de l'entreprise indépendamment de l'évolution des résultats de la Banque et de celle du titre en Bourse. Mis en place en 2014, ce plan permet d'attribuer un montant initial au plus égal au tiers de la rémunération fixe du Président. Son paiement est soumis à une condition minimale de rentabilité des capitaux propres avant impôt (5 % en moyenne sur les trois derniers exercices). Il dépend ensuite de la réalisation de critères mesurant la qualité de la gestion du Conseil d'administration, la performance réalisée par le Groupe en matière de RSE et le climat social au sein de la Banque. En aucun cas, le montant final payé ne pourra être supérieur à 125 % du montant initial.

Baudouin Prot souligne que cette refonte concrétise la volonté du Groupe de dissocier sans ambiguïté le rôle de Président non exécutif de celui des membres de la Direction Générale. Le Président présente ensuite aux actionnaires les informations relatives, d'une part, aux candidats à une première nomination (Monique Cohen, récemment cooptée, et Daniela Schwarzer) et, d'autre part, aux membres du Conseil dont les mandats sont proposés au renouvellement (Jean-François Lepetit, Fields Wicker-Miurin et lui-même). Il souligne certaines caractéristiques de la composition du Conseil: les membres sont de quatre nationalités différentes, le taux de féminisation est de près de 40 %, et 11 administrateurs possèdent la qualification d'indépendants selon le code Afep-Medef et l'appréciation du Conseil.

Baudouin Prot rappelle enfin l'engagement de la Banque en matière de responsabilité sociale et environnementale. Le Président conclut son exposé en remerciant les actionnaires de la fidélité de leur présence à l'Assemblée Générale.

de leur présence à l'Assemblée Générale Le Président et la Direction Générale répondent ensuite aux questions des actionnaires. Concernant le litige avec les autorités américaines portant sur les paiements en dollars US, ils rappellent notamment que:

- le sujet porte sur une enquête concernant des paiements en dollars US, qui ont eu lieu entre 2002 et 2009 et impliquant des pays sous embargo des États-Unis;
- la banque a déjà inscrit une provision de 1,1 Md\$ dans les comptes du quatrième trimestre 2013;
- il y a une très grande incertitude sur les sanctions, notamment sur le montant de la pénalité, qui pourraient être décidées par les autorités des États-Unis à l'issue du processus: il ne peut être exclu que la pénalité s'avère très significativement supérieure à la provision constituée. Jean-Laurent Bonnafé a ajouté à ce propos: «Avec la Direction Générale, je suis bien sûr mobilisé sur ce sujet prioritaire. Les discussions avec les autorités américaines se poursuivent. Le Conseil d'Administration sera, bien entendu, régulièrement informé des développements sur ce sujet.»



## ASSEMBLÉE GÉNÉRALE 2014: PARTICIPATION ET RÉSULTATS

	Nombre d'actionnaires	(%)	Nombre d'actions	(%)
Présents	1813	11,95	199752109	24,63
Représentés	3	0,02	155	0,00
Pouvoirs au Président	7 663	50,48	28 055 660	3,46
Votes par correspondance	5700	37,55	583 144 072	71,91
TOTAL	15 179	100	810951996	100
dont par Internet	8998	59,28 %	3467029	0,43 %

#### Quorum

Nombre d'actions ordinaires (hors autocontrôle)	1243685143	65,21 %
---	------------	---------

## RÉSULTATS DÉTAILLÉS DES VOTES

#### ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

■ <u>Résolution 1</u>: approbation des comptes sociaux 2013.

#### Adoptée à 99,48 %.

Résolution 2: approbation des comptes consolidés 2013.

#### Adoptée à 99,37 %.

■ Résolution 3: affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2013 et mise en distribution du dividende.

#### Adoptée à 99,79 %.

■ <u>Résolution 4</u>: approbation d'une convention réglementée relative au rachat de 25 % des titres de BNP Paribas Fortis à l'État belge (via la SFPI).

#### Adoptée à 98,51 %.

■ <u>Résolution 5</u>: autorisation de rachat par BNP Paribas de ses propres actions.

#### Adoptée à 98,92 %.

Résolution 6: renouvellement du mandat d'administrateur de M. Jean-François Lepetit.

#### Adoptée à 98,83 %.

Résolution 7: renouvellement du mandat d'administrateur de M. Baudouin Prot.

#### Adoptée à 95,56 %.

Résolution 8: renouvellement du mandat d'administrateur de Mme Fields Wicker-Miurin.

#### Adoptée à 99,39 %.

■ Résolution 9: ratification de la cooptation de Mme Monique Cohen et renouvellement de son mandat d'administrateur.

Adoptée à 98,90 %.

■ <u>Résolution 10</u>: nomination de Mme Daniela Schwarzer en qualité d'administrateur.

#### Adoptée à 99,71 %.

■ Résolution 11: vote consultatif sur les éléments de la rémunération due ou attribuée à M. Baudouin Prot, Président du Conseil d'administration au titre de l'exercice 2013.

#### Adoptée à 94,60 %.

■ <u>Résolution 12</u>: vote consultatif sur les éléments de la rémunération due ou attribuée à M. Jean-Laurent Bonnafé au titre de l'exercice 2013.

#### Adoptée à 96,54 %.

■ Résolution 13: vote consultatif sur les éléments de la rémunération due ou attribuée à chacun des directeurs généraux délégués au titre de l'exercice 2013.

#### Adoptée à 97,19 %.

■ Résolution 14: vote consultatif sur l'enveloppe globale des rémunérations de toutes natures versées durant l'exercice 2013 aux dirigeants responsables et à certaines catégories de personnel.

#### Adoptée à 96,01 %.

■ Résolution 15: fixation du plafonnement de la partie variable de la rémunération des dirigeants responsables et de certaines catégories de personnel.

#### Adoptée à 81,50 %.

## ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

■ Résolution 16: émission, avec maintien du droit préférentiel de souscription, d'actions ordinaires et de valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance.

#### Adoptée à 93,57 %.

■ Résolution 17: émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription, d'actions ordinaires et de valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à des titres de créance.

#### Adoptée à 94,00 %.

■ Résolution 18: émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription, d'actions ordinaires et de valeurs mobilières donnant accès au capital, destinées à rémunérer les titres apportés dans le cadre d'OPE.

#### Adoptée à 94,75 %.

■ Résolution 19: émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription, d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès au capital destinées à rémunérer des apports de titres dans la limite de 10 % du capital.

#### Adoptée à 94,60 %.

Résolution 20: limitation globale des autorisations d'émission avec suppression du droit préférentiel de souscription.

#### Adoptée à 94,92 %.

 Résolution 21: augmentation de capital par incorporation de réserves ou de bénéfices, de primes d'émission ou d'apport.

#### Adoptée à 99,77 %.

■ <u>Résolution 22</u>: limitation globale des autorisations d'émission avec maintien ou suppression du

droit préférentiel de souscription. Adoptée à 93.05 %.

■ Résolution 23: autorisation à donner au Conseil d'administration de réaliser des opérations réservées aux adhérents du PEE du Groupe BNP Paribas.

#### Adoptée à 95,78 %

Résolution 24: autorisation à conférer

au Conseil d'administration à l'effet de réduire le capital par annulation d'actions.

#### Adoptée à 99,66 %.

■ <u>Résolution 25</u>: pouvoirs pour formalités.

Adoptée à 99,72 %.

#### **GLOSSAIRE**

- Common equity Tier 1: ratio de solvabilité ne prenant en compte que les fonds propres constitués du capital social ainsi que des primes et réserves, à l'exclusion de tout instrument "hybride". Parfois dénommé aussi Core Tier 1.
- Coût du risque: il s'exprime en points de base (pb) de l'encours moyen des crédits sur la période considérée.
- One Bank for Corporates: dispositif commercial global mis en place entre les métiers du Groupe pour offrir aux

entreprises l'exhaustivité des services dont elles ont besoin.

- Originate to Distribute: offre de solutions de financements (ex.: médias Telecom ou flottes aéronautiques). La banque organise la transaction, la structure et la place dans le marché sans systématiquement conserver la totalité du risque de crédit.
- PNB (produit net bancaire): l'équivalent de la valeur ajoutée pour une entreprise non bancaire.

- Point de base (pb, ou bp pour basis point): un centième de pourcent ou 0,01 %.
- Vente croisée: commercialisation de certains produits additionnels auprès d'un client provenant d'autres métiers ou zones géographiques.

Un lexique plus complet est disponible sur : http://invest.bnpparibas.com/fr/pid5928/ lexique.html

## agenda

# Vos prochains rendez-vous avec le groupe BNP Paribas\*

- **2 JUILLET:** rencontre avec les actionnaires à Versailles.
- **31 JUILLET:** publication des résultats du 2<sup>e</sup> trimestre et du 1<sup>er</sup> semestre 2014.
- 1<sup>ER</sup> OCTOBRE: rencontre avec les actionnaires à Lille.
- 14 OCTOBRE: rencontre avec les actionnaires à Nancy.
- **31 OCTOBRE:** publication des résultats du 3º trimestre et des neuf premiers mois de 2014.
- 21 ET 22 NOVEMBRE: salon Actionaria, Palais des congrès à Paris.
- \* Sous réserve de modifications ultérieures

## contact

BNP Paribas souhaite vous fournir des informations complètes, rapides et claires sur ses activités et ses résultats.

- Avec les conseillers, dans tous les points de vente du groupe BNP Paribas.
- En écrivant au service qui vous est réservé: BNP Paribas Actionnariat individuel, 3, rue d'Antin, 75002 Paris. Par Fax: +33 1 42 98 21 22
- Par téléphone:
- +33 1 40 14 63 58 ou +33 155 77 95 54
- Par e-mail:

relations.actionnaires@bnpparibas.com

- Par Internet:
- http://invest.bnpparibas.com, au sein duquel ont été aménagés des espaces spécialement dédiés aux actionnaires individuels.
- •Titres au nominatif:
- N° Vert 0 800 600 700

